

LES DEBUTS DE LA RESISTANCE EN EUROPE

(1939-1942)

Les difficultés de l'historien.

Un certain a posteriorisme a obnubilé le souvenir des premières années de l'occupation allemande. Les historiens continentaux s'attachent, en effet, trop volontiers à la glorieuse phase finale de la guerre, et la tendance à l'apologie de la Résistance et à l'inflation du rôle joué par celle-ci est très nette. Quoi de plus naturel, puisque, pour la plupart des pays européens ayant connu l'invasion, la résistance à l'occupant constitue l'aspect principal et parfois même la seule forme de leur appui à l'effort de guerre alié. Les historiens britanniques et américains, par contre, versent souvent dans l'excès opposé en concentrant leur attention sur leurs propres services spéciaux dans les pays occupés, de sorte que les aspects idéologiques, politiques, sentimentaux et les péripéties de la vie journalistique ne retiennent pas assez leur intérêt. Enfin, l'acharnement que mettent les écrivains des pays de l'Est à « politiser » le sujet, a également contribué à négliger l'époque précédant l'entrée en guerre de l'U.R.S.S.

La difficulté provient ensuite de la désolante carence documentaire : les Alliés, et notamment le S.O.E., n'ont pas encore ouvert la porte de leurs archives; les sources allemandes et italiennes ont été souvent détruites et les rares dossiers qui sont parvenus jusqu'à nous sont très fragmentaires. Enfin, la Résistance avait comme règle de ne pas conserver d'écrits pour éviter que l'ennemi ne puisse s'en servir pour décimer les organisations. Tout détenteur surpris était assuré de subir d'atroces « interrogatoires ».

Il reste les abondants récits des témoins et des acteurs. S'ils constituent la majeure partie de la documentation actuellement disponible, il faut s'en servir avec la plus grande circonspection car beaucoup manquent de sérénité et d'objectivité. Hélas aussi, de nombreux résistants de la première heure, et souvent ceux qui en savaient le plus, ont disparu, torturés à mort, fusillés ou engloutis par « l'univers concentrationnaire ». Les survivants parmi les acteurs et responsables du monde nazi se taisent... ou travestissent la vérité par leurs plaidoyers pro domo..

On conçoit donc les lacunes inévitables et probablement définitives de la synthèse qui suit.

La vision hitlérienne de l'Europe nouvelle.

Les règles morales et juridiques résultant de l'idéologie totalitaire différaient fondamentalement des critères que le monde civilisé avait réussi à codifier. Cette différence se traduisit, non seulement par le degré, mais aussi par la nature même de la guerre menée par les nazis.

Tel est le fait capital qui domine le destin des régions occupées.

En 1939, les hommes d'Etat occidentaux n'avaient pas considéré sérieusement la volonté d'Hitler de « forger le destin de l'Allemagne pour les mille ans à venir ». Dans l'ivresse des succès de 1939-1940, le Führer croit pouvoir soumettre l'Europe à cet *Ordre Nouveau* qu'il avait imaginé au fil des années. Cette Europe nouvelle, dominée par le *Grand Reich*, Hitler la voit jusqu'à l'Oural.

Sa conception est à la fois raciste et géopolitique. Tous ceux qui parlent allemand doivent être immédiatement intégrés au Reich et « jouiront » des privilèges de « l'Etat supérieur » germanique. Hiérarchiquement proches en raison du fort pourcentage de sang aryen qui coule dans leurs veines, les Scandinaves, les Hollandais, les Flamands, voire même les Anglais, seront progressivement « germanisés ». Au rang suivant, et maintenus en stricte sujétion, viennent les pays latins : France, Italie, Espagne, Roumanie. Les Slaves n'auront aucune existence politique : ils formeront la réserve de main-d'œuvre. Quant aux Juifs, ils seront exterminés.

Telle est, dans son atroce schématisation, le plan aux limites imprécises qu'Hitler commencera à mettre en œuvre avec une impitoyable énergie.

Ainsi l'Allemagne, maîtresse de l'Europe et disposant enfin de son « *Lebensraum* », pourra vivre de façon autarcique et remplir sa « mission séculaire ».

Surpris par les rebondissements d'une guerre qui se prolonge et s'étend au-delà de ses prévisions, Hitler soumettra l'exécution de son programme à un certain nombre d'impératifs stratégiques et politiques. Suivant l'opportunité, il nuancera provisoirement son attitude à l'égard de certains pays et de certains groupes sociaux et politiques.

Dans l'ensemble, cependant, les territoires occupés seront traités d'une façon différente, suivant la place qui leur est réservée dans la « Nouvelle Europe ». C'est pourquoi nous examinerons leur sort séparément, dans l'ordre chronologique de leur invasion par les nazis.

Le sort prévisible des Tchèques...

Le 14 mars 1939, les forces du Reich entrent en TCHECOSLOVAQUIE. Le pays tchèque est transformé en protectorat de Bohême-Moravie et la Slovaquie devient un Etat vassal. L'ancien président Edouard

Benes, chef du Gouvernement provisoire fixé à Londres, garde un contact permanent avec les milieux de l'opposition intérieure. La Résistance tchèque put ainsi organiser des chaînes d'évasions et faire parvenir de précieux renseignements. L'efficacité de l'opposition augmenta sérieusement avec l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. en juin 1941. A partir de ce moment, les communistes, délivrés du dilemme dans lequel les plaçait le pacte de non-agression germano-soviétique, se jetèrent collectivement dans la lutte. Le sabotage s'intensifia brusquement. Envoyé à Prague pour y mener une implacable répression, l'effroyable *Reichsprotector* Heydrich fut assassiné en mai 1942. Les représailles allemandes dépassèrent toute imagination. Les villages de Lidice et de Lezaky furent rasés, les habitants exterminés, des milliers d'otages fusillés et beaucoup plus encore envoyés dans des camps de concentration.

Ces lourds sacrifices incitèrent Benes à mettre l'accent sur les services de renseignement plutôt que sur l'action directe, tant que les fronts alliés resteraient éloignés. Comme Moscou exigeait au contraire une lutte ouverte immédiate, le clivage entre les deux ailes de la clandestinité s'approfondit à la fin de 1942.

Pologne, « terre de souffrance » de l'Europe.

Pour la POLOGNE l'invasion nazie, suivie bientôt de l'irruption soviétique, prit l'allure d'un véritable cataclysme. Une vague de terreur indicible accompagna en effet les troupes du III^e Reich. En maints endroits, les SS se livrèrent à des exécutions massives. L'application du « plan oriental d'ensemble », chassa cinq millions de Polonais vers l'Est et des colons allemands les remplacèrent. Le reste du territoire non occupé par les Soviets, érigé d'abord en Gouvernement général sous l'autorité du Dr Frank, fut incorporé au Reich à la fin de 1940. Les Soviets, de leur côté, déportèrent plus d'un million de personnes et internèrent les réfugiés de l'Ouest; ils traitèrent les prisonniers de guerre de façon rigoureuse. Aussi les Polonais considèrent-ils les deux occupants avec la même haine.

La précocité et la vitalité de la Résistance polonaise traduisent aussi une disposition historique pour la clandestinité. Tirant parti des conditions géographiques favorables, des petits groupes prennent aussitôt le maquis.

Dès la fin de 1939 le Gouvernement légal polonais, fixé à Londres, est en contact avec la Résistance intérieure, déjà remarquablement coordonnée. Le sabotage ira en s'intensifiant dans les usines et sur les communications qui, jusqu'en juin 1941, amenaient le ravitaillement de l'Est vers l'Allemagne. Après le déclenchement de l'offensive allemande contre l'Union Soviétique, la Résistance entreprit de désorganiser les arrières de l'armée hitlérienne. Mais les représailles de l'occupant furent telles que cette activité dut être suspendue en 1942.

Tandis que l'*Armée Secrète* fusionnait, en les incorporant, les divers groupements de Résistance dépendant de Londres, Moscou forma, au cours de cette même année 1942, des groupements de Partisans dont la compétition se transforma bientôt en hostilité. En 1943, cette situation aboutira à un état de crise ouverte.

En Scandinavie.

En avril 1940, de nouvelles « opérations-éclair » portèrent la *Wehrmacht* au Danemark et en Norvège. Du point de vue du droit international, la situation de ces deux pays vis-à-vis du Reich fut initialement très différente.

Au DANEMARK, le gouvernement s'était soumis après une protestation formelle et avait conclu un *modus vivendi* par lequel l'occupant garantissait l'indépendance danoise. Cette décision, à la fois réaliste et équivoque, plongea le pays dans une situation politique anormale puisque la Résistance, lorsqu'elle prit naissance, ne pouvait être « légalisée ». Cela explique l'apathie initiale de l'opinion publique. Ce n'est que dans le cours de 1941, lorsque les exigences allemandes montreront le caractère illusoire du statut d'indépendance, que les consciences vont lentement se cristalliser.

Le S.O.E. réussit néanmoins à mettre sur pied des réseaux de renseignement et de sabotage, grâce à la proximité de la Suède. La véritable action unanime ne débutera qu'en 1943.

Tout autre est l'atmosphère en NORVEGE où, malgré Quisling, l'on assiste à une véritable réaction d'ensemble de la population. La présence en Grande-Bretagne du roi et de son gouvernement ainsi que la continuation de la lutte par 85 % de la flotte et par de petites forces de terre et d'air facilita cet état d'esprit. Dès la fin de 1940, un noyau d'organisation clandestine, appelée *Milorg* se fixe un programme à long terme : former prudemment une armée secrète en évitant des actions intempestives qui compromettraient sa mise en œuvre au moment voulu. Ceci provoqua une crise de confiance réciproque avec le S.O.E. qui, poursuivant un programme à court terme, déclenchera immédiatement des coups de main. C'est ainsi que le *Milorg* désapprouvera le raid sur les Lofoten, en mars 1941, qui fut suivi de lourdes représailles allemandes. Cette atmosphère d'incompréhension subsistera jusque fin 1942, lorsqu'une coordination des intentions sera réalisée.

L'Europe occidentale : tel un boxeur « groggy »...

A l'Ouest, la troisième phase de la stratégie hitlérienne avait abouti à l'occupation de la Hollande, de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et de la majeure partie de la France. Alors, Hitler, pour la première fois, énonça de façon formelle, ses intentions pour l'avenir : outre la prévision de restitution par la France « de tous les territoires

ravis au peuple allemand depuis 400 ans » et l'éventualité d'une paix séparée avec l'Angleterre, l'Allemagne récupérerait dans l'immédiat Eupen-Malmedy et Moresnet, le Grand-Duché (ce ne fut réalisé qu'en mai 1942) et l'Alsace-Lorraine.

Le choc sentimental de l'occupation fut ressenti de façon douloureuse dans les pays d'Europe occidentale en dépit de l'attitude « correcte », visiblement de commande, des troupes allemandes. Beaucoup pensaient sincèrement que la guerre était irrémédiablement perdue. L'appel du maréchal Pétain déroutait les esprits. Il y avait une tendance à s'adapter, aussi bien qu'il était moralement possible, à la situation de fait. Aussi, au début, la Résistance ne s'imposa pas à la population avec la même nécessité qu'en Europe orientale. Mais pour beaucoup, la guerre signifiait d'abord la séparation d'êtres chers, retenus en captivité militaire, ensuite les restrictions alimentaires et les dommages matériels dans les régions sinistrées. La plupart des gens restaient coincés dans un système social qui, par nécessité, continuait d'exister sous l'occupation, parfois même à l'avantage de l'économie nazie.

Ce n'est qu'avec l'automne, la victoire dans le ciel d'Angleterre, les appels lancés via la B.B.C. par les gouvernements libres, et la décantation des idées, que l'espoir renaîtra, et en même temps la volonté de le réaliser.

Alors seulement, après l'abattement des premiers mois, il y aura une claire prise de conscience de la brutale réalité de la privation de la liberté.

Tel est le schéma général. Il varie dans le détail, suivant les circonstances particulières de chaque pays, ainsi qu'il apparaît ci-après.

La Hollande : coupée de l'extérieur.

Aux Pays-Bas, la *Propaganda Abteilung* avait placé beaucoup d'espoir dans le parti national-socialiste de Mussert qui comptait 50.000 membres. Ce fut un échec. Il fut vite évident, en effet, que la mentalité des différentes classes, des groupes et des individus était imperméable aux doctrines totalitaires. L'émotivité patriotique qui se regroupa autour de la Maison Royale en exil donna à l'ensemble de la population une cohésion spirituelle remarquable.

Mais la persécution des Juifs, plus que toute autre considération, heurta les sentiments profonds du peuple hollandais et fut la motivation principale de la Résistance. La première manifestation active d'opposition, hormis les réseaux de renseignement et la presse clandestine, fut la grève massive à Amsterdam et environs, à la fin de février 1941, en protestation contre les mauvais traitements infligés en public à 400 Juifs, avant leur déportation vers Mauthausen. L'arrivée de chars allemands fit comprendre aux Néerlandais qu'il valait mieux abandonner provisoirement les démonstrations de foule. Le Commissaire du Reich,

Seyss-Inquart, véritable dictateur du pays, était décidé à mettre tout en œuvre pour réprimer l'opposition. Jusqu'en 1943, celle-ci prit une allure plus discrète; le noyautage se forma parmi les groupes sociaux distincts : les Eglises, les étudiants, les médecins, le mouvement sioniste et les communistes.

Lorsqu'en 1942 les déportations massives de Juifs commencèrent, tous ces groupes s'unirent dans une rare manifestation de solidarité nationale pour cacher des Israélites : plus de 20.000, dont beaucoup d'enfants. Cent vingt mille s'en iront cependant vers leur affreux destin.

Un épouvantable désastre empêcha, à partir de mars 1942, la Résistance hollandaise de prendre un plus grand développement. La capture d'un opérateur radio envoyé par S.O.E. permit à l'*Abwehr* d'envoyer de faux messages pendant plus d'un an. Cette ruse, appelée *Englandspiel* eut des conséquences terribles : beaucoup d'agents tombèrent entre les mains ennemies, de même que la plupart des *containers* « droppés » sur le pays. Jusqu'à la fin de 1943 la Hollande resta ainsi, pratiquement isolée.

Luxembourg : le moins de collaborateurs.

Ce petit pays de langue germanique, qu'Hitler pensait pouvoir facilement intégrer à son Reich, fut celui où il trouva le moins de collaborateurs. L'abstention au plébiscite organisé par le *gauleiter* Simon en octobre 1940 fut générale (97 %) et Berlin perdit sérieusement la face. Mais plus de 8.000 jeunes hommes furent enrôlés de force dans la *Wehrmacht* à partir d'août 1942 et beaucoup plus encore dans le *Reichsarbeitsdienst*. Cette conscription donna lieu à des grèves, suivies d'une féroce répression. Celle-ci n'empêcha pas des milliers de déserteurs de prendre le maquis. La plupart d'entre eux rejoignirent les formations de Résistance belges ou françaises. Certains parvinrent à s'évader vers la Grande-Bretagne où se trouvaient la Grande-Duchesse et son gouvernement.

Belgique : une tradition patriotique vivace.

Comme ses voisines, la population belge fut un moment ébranlée par la rapide défaite de 1940. La majorité des Belges retrouva cependant, à la fin de l'été, ses traditions patriotiques vivaces de 1914-1918 lorsqu'il fut clair que la guerre continuait. L'occupant abandonna bientôt sa politique de correction : impositions, réquisitions, discriminations linguistiques dans la libération des prisonniers de guerre, obligation pour les Juifs de porter l'étoile de David, toutes ces mesures réveillèrent l'indignation. Les tracts et les journaux clandestins ne cessent de se multiplier. A l'appel de la B.B.C. les murs se couvrent du « V », symbole de la victoire. Plus efficaces pour la conduite de la guerre, des réseaux de renseignement se créent, d'abord spontanément puis avec l'aide d'agents et d'opérateurs venus d'Angleterre. A la fin de 1942 ces ré-

seaux utilisent 25 postes émettant de Belgique et de France. Des lignes de courrier et d'évasion vers l'Angleterre sont organisées via la France et l'Espagne. D'autres mouvements préparent l'action militaire : au milieu de 1941 ils en sont encore au stade de l'organisation. Leur multiplicité et l'exiguïté du territoire provoqua de nombreuses arrestations et entrava la coordination souhaitée par S.O.E. De plus, le gouvernement belge de Londres manifestait une certaine méfiance envers le plus important de ces mouvements, la *Légion belge*. Cet état de crise cessera à la fin de 1942 et la Résistance belge prendra, à partir de ce moment, un magnifique essor.

Enfin, il convient également de mentionner aussi la forme d'opposition particulière que fut la *Résistance civile*, dont l'action morale et matérielle fut considérable : soustraction de résistants et de Juifs aux recherches, action des milieux universitaires (l'Université de Bruxelles suspendit volontairement ses cours à la fin de 1941), attitude intransigeante de la magistrature et de l'Eglise, aide aux prisonniers et aux familles des victimes de la répression, refus de fonctionnaires d'appliquer les ordonnances allemandes, etc.

France : une situation complexe.

La complexité de l'opinion publique française jusqu'à la fin de 1942, provient en majeure partie de l'existence d'une zone non-occupée, illusoirement libre. La politique de temporisation de Vichy dut son succès à l'auréole de son chef, le maréchal Pétain et à l'anglophobie du début, après l'attaque de Mers-el-Kebir. L'appel à la continuation de la lutte, lancé par le général de Gaulle, à partir de Londres, le 18 juin 1940, s'il rallia la masse en France occupée ou dans beaucoup de territoires d'outre-mer, plongea un certain nombre de ses concitoyens — surtout dans la zone sud — dans un profond dilemme de conscience. La population du Nord, au contact de l'envahisseur, se montrera même plus confiante à l'égard des Britanniques que de Gaulle lui-même...

En bref, la Résistance prend, durant cette première phase de la guerre, des couleurs politiques diversifiées : mouvements gaullistes, mouvements indépendants, résistants alsaciens, groupes recevant directement leurs instructions de S.O.E., attitudes différentes des zones nord et sud.

Deux étapes marquent la nette progression vers une unification de l'opposition : le 22 juin 1941, lorsque tous les communistes rallièrent la clandestinité et le 11 novembre 1942 lorsqu'à la suite du débarquement allié en Afrique du Nord, les Allemands occupèrent toute la France.

Beaucoup de communistes français n'avaient pas attendu l'attaque nazie contre l'U.R.S.S. pour participer, à titre individuel, à la Résistance. Mais à partir de cette date ils mirent rapidement leurs forces en action. Leur coopération avec les mouvements de droite fut plus étroite ici que

partout ailleurs en Europe. Leur méthode fut cependant toujours plus agressive et plus directe.

L'occupation de la zone de Vichy dégrisa, par ailleurs, ceux qui restaient encore attentistes ou rêveurs. La collaboration ouverte des milieux pétainistes avec le Reich, la vision du vieil homme à la dérive, la promesse non tenue de la libération des 500.000 prisonniers de guerre, les méthodes terroristes de la milice de Vichy, tout cela leur apparut comme révoltant. Par la démobilisation de l'Armée de l'Armistice, des milliers de militaires se trouvèrent moralement libérés de leurs scrupules de conscience et rejoignirent pour la plupart les rangs de la clandestinité.

Ces circonstances facilitèrent grandement le regroupement des forces résistantes entamé depuis la fin de 1941 par le gouvernement de France Libre.

Yougoslavie : un déchirement sanglant.

Au lendemain de la rapide défaite d'avril 1941, un rideau impénétrable sépare la Yougoslavie occupée du camp allié. En fait, Londres, où se trouve réfugié le gouvernement du jeune roi Pierre, ne saura pratiquement rien de ce qui s'y passe avant juillet 1941 et il s'en suivra une série de malentendus tragiques. Dans ce microcosme peuplé de Slovénes, de Croates, de Bosniens, de Monténégrins et de Serbes, tous encore imprégnés d'anciens rêves, rien n'est d'ailleurs plus difficile que de démêler l'écheveau des réactions populaires.

Les Allemands et les Italiens misèrent sur ces dissensions ethniques pour créer un Etat croate « indépendant », à la tête duquel ils placèrent un de leurs agents attitrés, Ante Pavelitch, chef du mouvement extrémiste des Oustachis. Aussitôt ceux-ci se mirent à massacrer et à persécuter les Serbes, les Juifs, ainsi que leurs opposants de tendance yougoslave. Les Hongrois firent de même en Voïvodine et les Bulgares en Macédoine. Au milieu de ce chaos, la masse paysanne resta attentiste, se conformant aux instructions de son chef Matchek, qui redoutait les représailles envers cette population. A Belgrade, les occupants installèrent un gouvernement fantoche, sous le général Neditch.

Dans les montagnes de Serbie et au Monténégro pourtant, des groupes armés continuent la résistance. Ils se trouvent malheureusement partagés entre deux optiques politiques et idéologiques. Le mouvement Tchetchnik, royaliste et pro-serbe, que les Britanniques avaient soutenu lors du coup d'Etat d'avril 1941, est dirigé par le colonel Draza Mihailovitch. L'autre aile de la résistance est formée par le parti communiste yougoslave, dont le secrétaire général est Josip Broz, dit Tito.

Mihailovitch voulait attendre, pour passer à l'action généralisée, que se dessine la victoire alliée. Il craignait d'autre part que les opéra-

tions de guérilla ne permettent aux communistes d'étouffer en même temps le mouvement tchetnik. De son côté, Tito, qui semble avoir agi au début indépendamment de Moscou, décida au contraire de livrer le combat ouvert à déclencher partout simultanément. Ainsi se dessine une rivalité qui, dans les années suivantes, va se développer en véritable guerre civile.

En juillet 1941, les Partisans déclenchent l'action généralisée qui ne cessera de s'amplifier malgré les épouvantables représailles des forces de l'Axe. En même temps, Tito combat les *Tchetniks*. Ceux-ci sont convaincus de la victoire alliée et la souhaitent, mais ils collaborent néanmoins avec les Italiens et les Allemands pour liquider d'abord les communistes.

Adoptant la tactique du *Tip and Run* que Lawrence avait pratiquée contre les Turcs, Tito échappe à toute tentative de destruction et réussit à fixer près de 30 Divisions de l'Axe. A la fin de 1942, les Partisans contrôlent un territoire de 54.000 kilomètres carrés.

Albanie : cloîtrée dans la sphère communiste.

Dans l'Albanie occupée par les Italiens en avril 1939, la densité des forces ennemies ne permit pas à la résistance de s'extérioriser, aussi rapidement qu'ailleurs.

Au moment de l'attaque de la Grèce, le 28 octobre 1940, de petits groupes albanais sabotèrent et tendirent des embuscades dans les arrières italiens. Une partie des unités albanaises formées par les fascistes passa dans les lignes grecques à l'occasion de la stabilisation du front.

A partir de l'automne 1941, les Partisans albanais entament la guérilla dans la montagne. Ce type de harcèlement s'amplifie progressivement et, à la fin de 1942, les Italiens doivent maintenir cinq Divisions dans la région pour assurer leurs communications. Il convient de noter que l'Albanie fut le pays où le S.O.E. eut le moins d'influence, la Résistance y étant entièrement orientée vers Moscou.

En Grèce : l'ombre de la guerre civile.

Jusqu'en avril 1941, moment où, les Allemands étant venus à la rescousse, la Grèce sera entièrement envahie, l'opinion publique de ce pays aura eu le temps de faire le point. A vrai dire, elle reste partagée en différents clans, consécutivement à l'instauration, depuis 1936, de la dictature de Metaxas. Il y a, en fait, une résistance dès cette époque.

Lorsque, la défaite consommée, le roi Georges et son gouvernement dictatorial se réfugient au Caire, leurs partisans resteront attentistes, certains allant même jusqu'à la collaboration de fait. Aussi la résistance se manifeste-t-elle surtout dans les milieux républicains (le mouve-

ment EDES du général Zervas) et communistes (le mouvement ELAS). Elle se trouve au reste elle-même divisée et délibérément ignorée du gouvernement exilé.

Dans les montagnes, des maquis subsistaient depuis la reddition, richement dotés des armes cachées à la capitulation, en contact avec le S.O.E. du Caire depuis le parachutage d'agents au début de 1941. Mais aucune action d'envergure n'avait pu être entreprise en raison de la division politique des groupes.

En octobre 1942, à la veille de la grande offensive en Egypte, les Britanniques envoyèrent une mission chargée de réconcilier ces tendances en vue d'opérations en commun. Au début, les choses allèrent assez bien, et le 25 novembre 1942 on put ainsi saboter un pont très important sur le chemin de fer Thessalonique-Athènes par où passait l'essentiel des ravitaillements pour l'Afrika Korps.

L'année suivante, cependant, la fugitive union sera de nouveau brisée.

Fin 1942 : l'Europe vit surtout d'Espérance.

Exception faite pour les pays d'Europe orientale et centrale, où la lutte commence très tôt, on ne peut souscrire à la version idyllique suivant laquelle l'ensemble de la population des pays occupés manifesta d'emblée sa haine à l'occupant.

Jusqu'en automne de 1941, les seuls groupes qui agissent réellement sont ceux qui dépendent de l'Intelligence Service et de S.O.E.

Il y a bien une impulsion nouvelle à partir de l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. mais, dans l'ensemble, la Résistance reste sporadique et dispersée jusqu'à la fin de 1942. Il n'y a pas plus d'unité nationale que de coopération internationale.

Ce qui manque à la Résistance de cette époque, c'est sa reconnaissance morale et officielle comme membre des forces combattantes. Elle est privée de moyens et ce qui lui manque, surtout, ce sont des ordres. Les peuples occupés se rendent compte que sans aide extérieure ils ne peuvent agir efficacement et sont, dès lors, condamnés à l'impuissance.

A l'aube de 1943 cependant, une évidence éclate aux yeux de tous, alliés comme ennemis : *c'est qu'en dépit de leurs facettes multiples, les populations occupées possèdent un dénominateur commun*, puisque partout elles connaissent les mêmes circonstances d'existence clandestine.

Il s'en dégage, malgré les divergences, une profonde unité de pensée : un *Esprit européen de Résistance à l'oppression*.

Jean-Léon CHARLES,
Professeur à l'Ecole Royale Militaire.